Article 22 du Règlement

Monsieur le Président, à première vue, on devrait se réjouir de l'assouplissement des critères proposés par la compagnie Bell. Cependant, lorsqu'on analyse ses propositions de plus près, c'est inacceptable. A cause des nouveaux critères proposés, seulement 40 nouvelles liaisons seront possibles au Québec, et il lui faudra six ans pour les réaliser. De plus, sur les 40 nouvelles liaisons au Québec, 80 p. 100 d'entre elles impliquent trois grandes villes au centre du Québec, tel Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke. Il n'y a pratiquement rien pour les régions éloignées.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est un exemple typique, alors que l'abolition des frais d'interurbains entre Jonquière et Ville de la Baie est réclamée depuis plusieurs années et constitue un levier économique attendu.

Monsieur le Président, le CRTC se doit de refuser les nouveaux critères tels qu'ils sont proposés et devrait obliger Bell Canada à présenter un plan particulier de développement pour les localités, à l'intérieur des régions éloignées.

Monsieur le Président, Bell Canada est la plus grosse compagnie de téléphone au Canada. Elle est en situation de monopole et elle a toujours été protégée. Le CRTC est en droit d'exiger que la Bell Canada présente un plan de développement particulier qui tient compte des régions éloignées.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

RAOUL WALLENBERG—ON DEMANDE QUE LE CANADA INTERVIENNE

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui parce que l'honorable Per Anger, l'ancien ambassadeur de Suède au Canada, est aujourd'hui dans notre pays pour relater et partager avec nous ses expériences à titre d'ancien collègue de Raoul Wallenberg et pour nous rappeler, encore une fois, que Raoul Wallenberg est retenu prisonnier en Union soviétique. Je voudrais donc signaler à la Chambre que le 11 janvier, à l'occasion du quarante-deuxième anniversaire de l'arrestation de Raoul Wallenberg, j'ai dit que parce M. Wallenberg est maintenant citoyen honoraire du Canada, il incombe au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) de faire tout en son pouvoir pour obtenir sa libération.

Je demande aujourd'hui au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de nous faire part de ses intentions et de l'action qu'il entreprendra pour que le Canada joue un rôle de premier plan par son souci de faire libérer Raoul Wallenberg et respecter ses droits fondamentaux.

* * *

L'ÉNERGIE

LA CROISSANCE DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PÉTROLIER EN ALBERTA

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, je voudrais signaler à la Chambre, et surtout aux prophètes

de malheur de l'opposition, les derniers chiffres publiés dans le magazine *Oilweek* concernant la vente de droits pétroliers dans ma province, en Alberta.

La dernière vente de terrains en 1985 par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources naturelles de l'Alberta a rapporté, en date du 11 décembre, un total de 53.7 millions de dollars, soit le total le plus élevé depuis le 26 mars 1980. Cette croissance a fait grimper le total pour 1985 à 796 millions, le troisième résultat annuel le plus élevé de l'histoire de la province. Nous voyons là aujourd'hui le résultat de bon nombre des initiatives de notre gouvernement, notamment l'Accord de l'Ouest, le nouvel esprit de coopération avec les gouvernements provinciaux, le budget honnête que nous avons présenté en mai et le climat économique favorable qui règne maintenant au Canada. Le plus important, toutefois, c'est que ce niveau élevé d'activité dans le monde pétrolier crée des milliers d'emplois pour les Albertains et pour les Canadiens de toutes les régions du pays.

Nous avons renversé la vague de chômage et de dépendance à l'égard du gouvernement. Nous avons ranimé l'esprit d'entreprise au Canada et les gens relèvent le défi. Cela, les libéraux n'ont jamais pu le faire. Voilà ce que c'est qu'un gouvernement responsable.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
RAOUL WALLENBERG

M. le Président: J'attire l'attention des députés sur la présence aujourd'hui à notre tribune de l'ancien ambassadeur de Suède au Canada, maintenant président de l'Association Raoul Wallenberg, l'honorable Per Anger.

Des voix: Bravo!

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

LE SECRET QUI DOIT ENTOURER LES RÉUNIONS DU CAUCUS
LIBÉRAL

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J'ai entre les mains la transcription d'une déclaration du vice-premier ministre dans laquelle il reconnaît avoir écouté de façon illicite, espionné ou si vous préférez participé à des activités d'écoute clandestine de réunions privées du caucus libéral.

A la lumière de ces déclarations du ministre de la Défense nationale et vice-premier ministre, j'aimerais savoir si le premier ministre a obtenu la démission de son vice-premier ministre, puisque ce comportement remet en cause son intégrité et par conséquent celle du gouvernement tout entier.